



**Alors que la réalité
devient virtuelle**

**Choc pandémique
et
capitalisme de
surveillance**

*Projet accompagnement solidarité Colombie
Novembre 2020
info@pasc.ca*

Au début de la pandémie de la COVID-19, dans notre collective au sein de laquelle depuis 15 ans nous discutons des réalités qui nous entourent dans le but d'agir collectivement, nous avons réalisé une série de discussions, ayant déjà donné lieu à un premier article¹. Aujourd'hui, nous publions ce texte, résultat de nos recherches du soir. Nous savions bien que la pandémie aurait des conséquences économiques, politiques, structurelles voir même structurantes, et nous nous inquiétons des enjeux de surveillance et de contrôle.

Toutes les références sont disponibles sur <https://contrepunts.media/posts/capitalisme-de-surveillance-et-choc-pandemique-alors-que-la-realite-devient-virtuelle>

8 La technologie Bluetooth utilise des ondes courtes, pour connecter des appareils entre eux.

9 Le taux maximum de reproduction identifié est de 5.7 mais oscille généralement entre 1 et 1.5

14 Nous utilisons dans le texte les noms Montréal, Québec, Canada, précédé de l'expression « soi-disant » afin d'informer qui nous lit que ce sont les noms qui ont été imposés par la colonisation sur les territoires volés de ce que nous connaissons aujourd'hui comme l'Amérique du nord, mais qu'il existe d'autres noms afin de désigner ces territoires qui reflètent la diversité des cultures autochtones qui continuent d'y vivre et d'y résister.

40 36 zéro derrière 340...

62 On appelle en anglais «to mine » les données des utilisateurs afin de consolider des bases de données cotées en bourses.

66 Cambridge Analytica (CA), une société de communication stratégique, s'est retrouvée en 2018 au centre d'un scandale mondial pour avoir utilisé les données personnelles de plusieurs dizaines de millions d'utilisateurs de Facebook, afin de diffuser des messages favorables au Brexit au Royaume-Uni et à l'élection de Donald Trump aux États-Unis en 2016, provoquant sa faillite en 2018.

En route vers une nouvelle « normalité » ?

Notre hypothèse de départ est que la crise liée au coronavirus permet d'accélérer la mise en œuvre d'un capitalisme de surveillance. Nous tenterons de faire un tour d'horizon des mécanismes de contrôle, de surveillance et d'ingénierie sociale qui sont en train d'être déployés et d'analyser dans quelle mesure ils nous propulsent dans cette nouvelle ère du système capitaliste, aussi appelée 4e révolution industrielle. Nous essaierons d'identifier les designers de ce nouveau monde, de cibler ceux qui en profitent et de voir les pistes qui se dessinent pour tenter d'y résister.

À l'origine de nos recherches, pour essayer de comprendre la crise ou plutôt, de mettre le doigt sur la forêt que cachait l'arbre, un article a particulièrement attiré notre attention. Publié par le Massachusetts Institute of Technology (MIT), le 17 mars 2020 et écrit par un scientifique, Gideon Lichfield, son titre était

particulièrement angoissant : « Nous ne reviendrons pas à la normale ». Son sous-titre l'était tout autant : « La distanciation sociale est là pour rester pour beaucoup plus longtemps que quelques semaines. Notre mode de vie sera appelé à changer et sur certains points, pour toujours ». L'élément primordial de cet article, consistait à nous faire comprendre que nous ne sommes pas dans une situation temporaire et qu'au contraire nous ne sommes qu'au début de la mise en place d'une nouvelle façon de vivre en société.²

Non que nous tenions à retourner à la « normalité » à laquelle nous a habitué le système capitaliste, remplie d'injustices et que nous dénonçons depuis des années, mais cet article prétendait que nous allions devoir nous préparer à faire face à plusieurs vagues d'éclosions du virus, et donc de restrictions de nos droits et libertés et ce à très long terme. Huit mois plus tard, nous observons qu'effectivement, plusieurs mécanismes de contrôle et d'ingénierie sociale sont en train de se mettre en place et de non seulement changer les comportements et notre manière de vivre en société, mais de mettre la table pour propulser un capitalisme de surveillance.

Contrôle et surveillance : un tour d'horizon

Pour faire face à la pandémie de la COVID-19, au lieu de proposer des investissements dans nos services publics, notamment dans le système de santé et les soins aux personnes âgées, la majorité des États se tournent vers le privé pour nous offrir des solutions technologiques. Si certains logiciels sont en développement, d'autres existaient déjà, comme ceux mis en place dès le début de la crise en Israël par exemple, où les données de géolocalisation des cellulaires, normalement utilisées par les services de renseignement pour réprimer les mouvements sociaux palestiniens, ont été utilisés pour identifier les personnes qui auraient été en contact avec des porteurs du virus.³

monde depuis l'Amérique latine, qu'il s'agisse de la grève des livreurs de Uber eats au Brésil en juin, faisant écho à la grève d'Amazon au nord du continent, à la reprise des mobilisations au Chili, aux marches pour la dignité en Colombie, ayant parcouru plusieurs milliers de kilomètres depuis les territoires autochtones jusqu'à la capitale, ou aux luttes contre les évictions et les occupations de terrains par des familles délogées à Bogota, sans oublier les prisons, qui brûlent depuis des mois aux quatre coins du globe. Ces mobilisations viennent s'ajouter aux réseaux d'entraide comme ceux des paysan.ne.s brésilien.ne.s qui envoient chaque semaine des tonnes de nourriture bio dans les grandes villes, démontrant que vingt années d'efforts pour construire l'autonomie territoriale permettent aujourd'hui d'affronter la crise. Au quotidien, ce type de réseaux d'entraide construisent pas à pas un autre rapport au monde, préservant le tissu social envers et contre tout.

Ce tissu social, cette humanité qui s'exprime, sont les principales cibles et potentielles victimes de cette « nouvelle normalité » qu'on tente de nous faire accepter. Bien que nous acceptions la distanciation sociale comme un mauvais moment à passer, tant qu'il s'agit d'une mesure temporaire pour se protéger et protéger nos proches, nous pouvons refuser de nous y habituer et affirmer d'ores et déjà que nous n'accepterons pas la distanciation sociale perpétuelle. Nous avons besoin du contact humain physique, de pouvoir serrer nos ami.e.s dans nos bras, se donner une accolade entre camarades ou une tape dans le dos entre collègues. Nous priver de contacts physiques revient à nous déshumaniser et en ce sens, nous refusons que s'installe un monde sans contact.

Nous aspirons à des résistances qui se construisent loin des écrans, qui alimentent des vies avides de liberté où nous sommes en relation directe les uns avec les autres et avec le territoire qui nous entoure et où nous refusons de devenir des androïdes biologiques connectés à la réalité virtuelle qu'on aura construite pour nous.

sommes de plus en plus à nous pencher sur le rôle des GAFAM et le développement de l'intelligence artificielle. L'IA est l'enjeu économique du siècle, elle transformera la manière d'opérer du système capitaliste ainsi que les outils à la disposition des États pour contrôler la population par la surveillance et l'ingénierie des comportements sociaux. Le capitalisme de surveillance est à notre porte, mais il a besoin du développement du réseau 5G et de l'IA pour se déployer pleinement. Et l'intelligence artificielle n'est pas intangible, elle se développe dans nos villes : partout dans le monde, les grands centres urbains rivalisent pour attirer les acteurs de l'IA et ces derniers siphonnent allègrement les fonds publics.

À soi-disant Montréal, il y a un potentiel concret pour réfléchir collectivement à ce que nous pouvons faire pour freiner ce pôle de développement de l'IA, que ce soit par l'éducation populaire, la dénonciation, la mobilisation ou l'action directe.

« Les entrepreneurs en IA ont dans leur mire l'ancien pôle industriel entre Parc-extension et la Petite-Patrie, qu'ils appellent le Mile-Ex. Ils profitent aussi de l'expansion du campus de l'UdM dans la partie Sud de Parc-Extension. (...) Plusieurs start-up sont aussi situées près du Canal Lachine. (...) Ces entreprises s'approprient des ateliers locatifs, faisant grimper le prix des loyers et des ateliers, mais aussi des logements tout autour par l'afflux de travailleurs spécialisés. Ce mouvement d'appropriation du territoire par les entrepreneurs en IA contribue à achever la gentrification des quartiers visés. »¹¹¹

Nos luttes contre la gentrification peuvent les décourager de s'installer dans nos quartiers ; à nous de faire les liens entre l'embourgeoisement de ces derniers et le développement des pôles de l'IA. Les luttes menées à Berlin contre Google-Campus ou encore celles menées à Grenoble contre le pôle technologique font partie des sources d'inspiration possibles. Tout comme les luttes qui, malgré la pandémie, préservent un autre rapport au

Application de traçage via cellulaire et données de santé

Partout dans le monde, des pays ont recours à des applications de suivi numérique qui avertissent les gens ayant croisé le chemin d'une personne contaminée. Par exemple, à Singapour, le « traçage » des personnes testées positives a permis non seulement de publier les informations sur chaque cas connu, mais aussi à envoyer une alerte à l'ensemble des personnes ayant croisé l'individu malade.⁴ Fin avril, déjà, plus d'une trentaine de pays avaient recours aux applications de traçage⁵. Ainsi, avec le prétexte de vouloir nous protéger du virus, nous assistons à la mise en place de systèmes de suivis des déplacements et des relations de milliards d'individus, alors que les résultats sanitaires sont plus qu'incertains.

Ainsi, dans le cadre de cette expérimentation grandeur nature, l'éventail des dispositifs de surveillance et de contrôle va d'applications où les données sont stockées dans des serveurs centraux et communiquées aux autorités, à celles où les données sont prétendument « anonymisées » (non lié à l'identité des personnes) et stockées sur notre propre cellulaire...

Le Canada a décidé de lancer sa propre application pour cellulaire, qui utilise la technologie Bluetooth pour tracer les contacts entre personnes. L'application Alerte COVID a été lancée le 31 juillet, mais comme ce fut le cas à propos d'applications similaires développées ailleurs dans le monde, son efficacité est sérieusement mise en doute, en plus d'être jugée trop intrusive et pas assez sécurisée⁶.

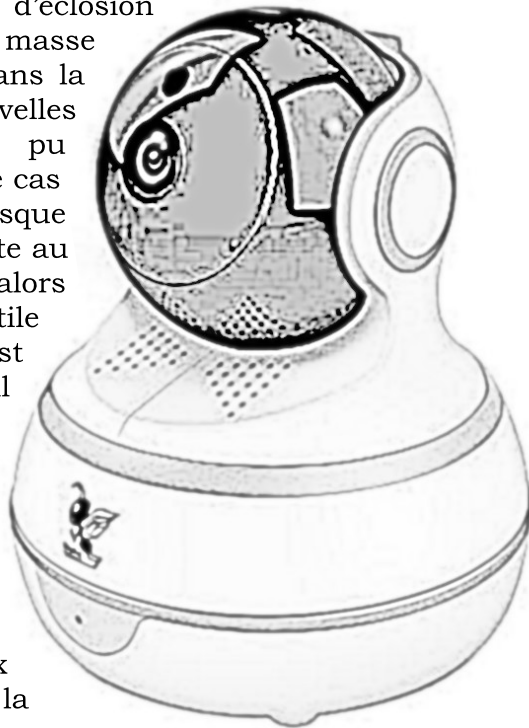
Ce qui pourrait surprendre c'est l'engouement de tant de gouvernements⁷ pour une solution dont l'efficacité est loin d'être démontrée. Tout d'abord, la géolocalisation, ou la présence dans le rayon Bluetooth⁸ d'un autre téléphone, ne prouve en aucun cas que la personne atteinte ait réellement pu constituer un risque de contagion. Rappelons qu'un porteur de COVID-19, ne contaminera en

moyenne qu'entre 0 et 5.7 personnes⁹, alors que plusieurs dizaines de personnes ayant croisé son chemin recevront un avis de risque de contamination, provoquant inutilement un potentiel vent de panique.

Selon les dires même des développeurs de ces applications et des gouvernements qui les mettent en place, pour être efficaces, il faudrait que les trois quarts de la population d'une ville ou d'un pays la télécharge. Il est difficile de croire que ces taux élevés d'utilisation seront atteints. Comme le notait la revue Nature dans un éditorial du 29 avril dernier¹⁰, l'application tant vantée de Singapour n'était utilisée que par 20% de la population, ce qui signifie que les chances que deux personnes utilisant l'application se croisent ne sont que de 4%. Bien que l'utilisation de ces technologies se fasse pour l'instant sur une base volontaire dans la majorité des pays qui se prétendent démocratiques, il existe un risque réel pour que la pression soit forte pour la rendre obligatoire après la ou les prochaines vagues d'éclosion

du virus. Les médias de masse jouent un rôle important dans la promotion des nouvelles mesures; nous avons pu observer comment cela fut le cas concernant le port du masque qui fut rendu obligatoire suite au premier déconfinement, alors qu'il n'avait pas été jugé utile de le porter avant cela. Il est préoccupant de voir qu'il semble plus simple de jeter le blâme de la non-efficacité de certaines mesures sur les récalcitrants, que de se demander lesquelles sont vraiment efficaces.

Par ailleurs, de sérieux doutes ont été émis sur la



de débit et d'autre part, parce l'usage exclusif des cartes pour payer est un moyen additionnel pour extraire toujours plus de données de nos comportements de consommation.

Nous pouvons aussi questionner notre propre relation aux technologies, par exemple en commençant par se demander franchement qu'elle a été l'évolution de notre utilisation du téléphone intelligent et de l'internet, quelle place prennent les écrans et les réseaux sociaux dans nos vies, ainsi que dans notre façon de militer, de s'organiser, de mobiliser... Des résistances sur ce plan sont déjà en cours : depuis l'apparition des PC, les communautés de logiciels libres s'efforcent quotidiennement d'offrir des alternatives aux outils qui nous surveillent et des projets pilotes visant à mettre en place des infrastructures de connexion internet qui soient réellement décentralisées sont en construction au Chiapas et à soi-disant Montréal, par exemple.

En tant que mouvement de résistance, nous sommes bien loin des mobilisations de masse contre la mondialisation capitaliste et les événements internationaux organisés par l'élite mondiale sous l'égide d'institution telles que l'OMC, le G-20, le G-8 devenu G-7, ou le Forum économique mondial, et on voit encore très peu de manifestations devant les bureaux de Facebook, de Google ou d'Amazon. Mais nous



individus : si nous gagnons moins de 35 000\$ par année, si nous avons plus de 4 enfants, si nous vivons dans certains quartiers, etc. Ces critères, pourraient être transférés dans des algorithmes, comme ceux utilisés l'an dernier par des compagnies d'assurance en santé aux États-Unis, qui ont révélé favoriser davantage les personnes blanches.¹⁰⁹

À court terme, la majorité des règles et mesures dictées par la santé publique seront volontaires, bien qu'associées à une forte pression sociale. Par contre, il n'est absolument pas farfelu d'imaginer que ces mesures iront en s'intensifiant et en augmentant l'étendue de leur spectre de contrôle sur nos vies, au fur et à mesure des vagues successives d'éclosion-confinement-déconfinement... Car comme le mentionne M. Lichfield du MIT en conclusion de son article, « non seulement nous nous adapterons à ces mesures, mais nous serons prompts à les accepter, car la surveillance de nos vies sera un maigre prix à payer pour retrouver notre droit fondamental d'être avec d'autres ».¹¹⁰

Comment résister et continuer de lutter ?

Un des premiers défis qui nous attend est de rester critiques face à la couverture médiatique en lien avec la pandémie et à la manière dont elle contribue à la fabrication de notre consentement. Même si la pandémie est une question de santé, un domaine dominé par les scientifiques où nous sentons que nous avons peut-être peu d'expertise, les enjeux qui se dégagent de cette crise sont beaucoup plus larges et touchent à différentes facettes du système économique et politique global dans lequel nous vivons.

Un des premiers moyens à notre portée est le refus de nous adapter sur une base individuelle à cette nouvelle réalité ; nous pouvons par exemple nous opposer aux mesures qui nous semblent farfelues, telles que le refus de l'argent comptant par les commerces. D'une part, parce que cela exclue et rend encore plus vulnérables les personnes en situation de pauvreté, ainsi que les personnes analphabètes, qui souvent n'ont ni carte de crédit, ni carte

capacité réelle des développeurs de ces applications de protéger les données des utilisateurs. Au Dakota par exemple, l'application Care19 a rendu publiques les données de géolocalisation de 30 000 usager.e.s.¹¹ D'ailleurs, le chef de la cybersécurité aux Commissionnaires du Québec, Jean-Philippe Décarie-Mathieu « croit que le sentiment d'urgence de l'industrie technologique et des décideurs pour trouver des solutions à la pandémie, exacerbée par un certain climat de peur, peut porter les développeurs de ces applications à tourner les coins ronds en ce qui concerne la sécurité des données ».¹² Pourtant, on tente de nous convaincre que les applications développées en Occident sont radicalement différentes de celles implantées en Chine par exemple, puisqu'elles ont été développées de façon à anonymiser les données, à ne pas permettre la géolocalisation, ou encore parce que les données seront stockées sur notre cellulaire et non sur un serveur externe. Cependant, comme Edward Snowden l'affirme dans ses mémoires, ce genre de garantie ne tient pas puisqu'il est impossible de faire disparaître définitivement des données enregistrées.¹³

Au soi-disant¹⁴ Québec, le projet de réunir les données de santé en ligne date de 2009, avec l'implantation du Dossier Santé Québec (DSQ), qui avait pour but de centraliser les données de santé des patients. Rappelons qu'à l'époque, les groupes communautaires en santé et services sociaux avaient dénoncé cette mesure qui allait à l'encontre du droit à la confidentialité¹⁵. Plus de dix ans plus tard, le Carnet de Santé Québec, lancé en mai 2020, permet aux patients d'accéder aux informations du DSQ¹⁶ sur leurs téléphones cellulaires.

La Chine comme exemple, depuis quand ?

Bien que ce qui circule sur la Chine dans les médias occidentaux, sur fond de guerre commerciale, soit souvent à prendre avec un grain de sel, il est néanmoins frappant de voir comment des pratiques attribuées initialement au

caractère autoritaire du Parti communiste chinois sont maintenant louangées comme étant l'avenir du monde « civilisé » pour faire face au virus. C'est d'abord en Chine que plusieurs applications de traçage ont été lancées : celle du gouvernement, celle de la capitale, Pékin, et celles d'autres collectivités locales. Elles livrent toutes des code-barres destinés à déterminer le degré de risque que représente un individu en lien avec son degré d'immunité au virus et les contacts que la personne a eu avec des individus potentiellement infectés ou à risque. Ainsi le code-barres change de couleur selon cette évaluation du risque : « vert » aucun problème, « orange » obligation de se placer en quarantaine à la maison et « rouge » obligation de se placer en quarantaine dans un lieu centralisé déterminé par l'État. Les individus doivent installer ces applications sur leur téléphone intelligent afin de pouvoir circuler dans la ville, puisque des détecteurs de code-barres ont été installés et des checkpoints des autorités mis en place à l'entrée de divers endroits publics, comme les transports ou les centres commerciaux ; seul un code vert permet d'y entrer.¹⁷ Mais ces codes barre vont au-delà de la détermination du risque que pose une personne, ils envoient aussi des informations à la police et aux autorités, ce qui représente un dangereux précédent dans le déploiement de nouvelles formes de contrôle social automatisé. Chaque fois que le code barre est scanné, les données de géolocalisation de la personne sont envoyées aux autorités¹⁸. L'application promue par le gouvernement central, baptisée Alipay Health Code a été développée avec l'entreprise Ant Financial, une compagnie sœur du géant du commerce en ligne Alibaba. Malgré les implications liberticides d'un tel système de contrôle et de surveillance de la population, les médias occidentaux ont vanté le modèle chinois de gestion du déconfinement¹⁹. Remarquons par contre qu'ils n'ont pas fait autant de reportages sur les autres mesures mises en place par la Chine, comme par exemple les brigades de prévention communautaire dans les quartiers²⁰ qui ont permis de freiner la contagion, ni du fait que la médecine chinoise intègre techniques de médecine allopathe et connaissances ancestrales telles que l'acupuncture et l'usage des plantes médicinales.

contexte de la pandémie une loi rendant illégale la diffusion d'information, sur n'importe quel sujet, considérée comme trompeuse ou pouvant semer la confusion.¹⁰⁴ En parallèle nous observons que les contenus donnant de l'information critique sur la vaccination se font de plus en plus censurer sur les réseaux sociaux. Par exemple, Youtube informait fin 2019 que « Les vidéos qui font la promotion d'un contenu anti-vaccination constituaient - et c'est encore le cas aujourd'hui - une violation de notre politique concernant les actes dangereux ou pernicieux. Nous appliquons ces politiques de manière drastique et si nous trouvons des vidéos qui enfreignent ce règlement, nous prenons immédiatement les mesures nécessaires ». ¹⁰⁵ Que l'on soit en faveur ou non des vaccins, cela n'est pas la question ici : ce qui est en jeu est notre droit de penser, de critiquer et de partager publiquement une information alternative ou notre dissension. On observe actuellement une dynamique similaire avec les informations sur l'avortement, qui est censurée par exemple au Brésil¹⁰⁶ et en Espagne.¹⁰⁷ Un autre exemple dans lequel les géants du numérique sont à la fois juge et partie du contenu pouvant circuler en ligne, est celui de Facebook qui, fin août 2020, a décidé d'éliminer des dizaines de Fan Page de groupes associés à *Crimethink* et à *itsgoingdown*, ainsi que d'autres pages anarchistes ou antifascistes.¹⁰⁸

Par ailleurs, étant donné que la possibilité de développer une immunité à long terme à la COVID-19 est incertaine, les gouvernements et les entreprises pourraient en venir à choisir toutes sortes de critères discriminatoires pour identifier le niveau de risque que représentent les

Nous aspirons à des résistances qui se construisent loin des écrans, qui alimentent des vies avides de liberté où nous sommes en relation directe les uns avec les autres et avec le territoire qui nous entoure et où nous refusons de devenir des androïdes biologiques connectés à la réalité virtuelle qu'on aura construite pour nous.

marquera la prochaine décennie avec l'entrée en scène massive de l'IA dans nos vies.

Nous finissons ce début d'analyse encore plus préoccupées que nous l'étions au départ, qu'il s'agisse de confirmer l'énorme pouvoir d'influence politique et économique des futurs maîtres du monde, ces géants du Big Data, ou de découvrir que l'OMS obtient une part énorme de son financement d'une fondation qui investit aussi activement dans l'industrie pharmaceutique. Tout en confirmant que le capitalisme de surveillance a bel et bien pris son envol et que son éventail de nouvelles technologies nous est présenté comme autant de solutions miracles à la crise que nous vivons; nous percevons avec inquiétude la rapide acceptation des mesures qui créent de la distance dans nos relations humaines et nous empêchent d'être ensemble...

Il est fort probable que nous soyons appelé.e.s à nous adapter à cette nouvelle « normalité » et nous devons nous demander jusqu'où sommes-nous prêt.e.s à accepter ces nouvelles formes de contrôle et de surveillance de nos vies et l'imposition d'une nouvelle façon de vivre, de travailler et d'entretenir nos relations les un.e.s avec les autres, mais aussi de marginaliser et d'exclure. Qu'en sera-t-il lorsque les mesures proposées viseront à contrôler l'immunité ? Accepterons-nous de nous faire injecter un vaccin développé en toute hâte par des entreprises avides de profit ? Serons-nous indigné.e.s et prêt.e.s à défendre celles et ceux qui le refuseront, si la société décide de les exclure ? Il n'est pas impossible que dans l'éventualité où un vaccin soit trouvé, cette marginalisation et exclusion d'une partie de la population considérée à risque, s'applique aux personnes ayant refusé de se faire vacciner ou qui ne peuvent prouver leur immunité ; elles pourraient se voir refuser l'accès aux édifices gouvernementaux, aux endroits publics, aux commerces de grande surface et qui sait aux supermarchés...

En Bolivie, le gouvernement transitoire d'extrême droite mis en place suite à un coup d'État, a promulgué dans le

Surveillance policière et contagion

Plusieurs autres moyens permettant la surveillance médicale de masse sont en train de voir le jour. Si certaines de ces mesures peuvent nous sembler sensées afin de faire face à la menace du virus, elles sont implantées en bloc de manière accélérée ce qui rend difficile une analyse sérieuse de leur pertinence et l'expression de critiques quant aux risques que certaines d'entre elles représentent. Les caméras thermiques sont un de ces gadgets et bien que celles-ci aient fait scandale dans un IGA à Saint-Lambert²¹, en Colombie elles sont déjà parfaitement acceptées dans les aéroports et dans le transport en commun²². La carte d'immunité fait aussi partie des propositions en vogue.

L'Imunity Card²³, est un document d'identité où seraient enregistrés, entre autres choses, les résultats des personnes ayant été testées, une proposition qui surgit en réaction à la pénurie de test. Dans un futur pas très lointain, l'information concernant la vaccination fera probablement aussi partie de ce qui y est inscrit. Proposée initialement aux États-Unis, l'Allemagne et le Chili étudient la possibilité d'implanter ces cartes. Cette mesure est emblématique puisqu'elle fait partie de l'arsenal de moyens qui relèvent plus de la paranoïa sécuritaire que de réelles mesures de protection sanitaires. En effet, les scientifiques ignorent encore si l'immunité est possible et pour combien de temps²⁴.

D'autres technologies sont en cours de développement afin de surveiller l'immunité des individus et le risque potentiel qu'ils représentent. Depuis 2016, le Massachusetts Institute of Technology (MIT) travaille sur un carnet de vaccination prenant la forme d'une encre invisible injectée sous la peau, mais détectable par les téléphones intelligents, qui permettrait de vérifier si une personne a effectivement reçu tel ou tel vaccin²⁵. Bien que ce fameux carnet de vaccination invisible ne sera sans doute pas prêt avant la fin de cette pandémie, IBM travaille actuellement sur le développement d'un certificat numérique qui servirait à

identifier les personnes ayant été déclarées positives de la COVID-19, celles qui en sont rétablies, celles qui ont été testées, et lorsqu'il y aura un vaccin, qui l'a reçu. Si tel que le prétend le fondateur de Microsoft, Bill Gates, l'ensemble de l'humanité devrait être vaccinée contre la COVID-19, il y aura beaucoup beaucoup d'argent à faire avec de tels projets. De plus, cela nous emmène à nous questionner : que fera-t-on des gens qui refusent de se faire vacciner ? Pourront-ils aller dans les commerces, dans les épiceries, travailler, sortir dans les bars ? Et dans l'éventualité où aucun vaccin efficace ne réussisse à être développé ou en attendant sa découverte, il y aura aussi énormément d'argent à faire avec le développement de ces technologies de gestion du risque que représentent les individus et probablement beaucoup de profilage.

À tout cela vient s'ajouter le confinement, volontaire ou obligatoire selon les pays. La notion de confinement de masse, comme mesure adoptée en urgence globalement, est elle-même mise en doute.²⁶ En effet, isoler la population a des conséquences négatives sur la santé, psychologiques

chercheurs représentant 15 facultés. Ces chercheurs universitaires collaborent activement avec les grandes entreprises numériques de ce monde. Bengio est aussi membre d'IVADO, l'Institut de valorisation des données. Ivado est un concentré d'experts à Montréal faisant "le pont entre l'expertise académique et les besoins de l'industrie". MILA, IVADO, Thales, Element IA et d'autres se sont récemment installés dans le Mile-Ex, déclaré comme lieu central de l'IA à Montréal. Les chercheurs s'installent à Montréal car il existe un « écosystème favorable » : des fonds publics, de la formation de la main d'œuvre financée par l'État, des espaces industriels pas chers, des universités, des acteurs de l'industrie numérique, le bilinguisme, etc. ».¹⁰³

Ne pas s'habituer à la nouvelle "normalité"

Nous l'avons sentie et vécue comme un choc dans nos corps et nos esprits ; les changements provoqués par la crise se sont faits rapidement et on nous parle déjà d'une nouvelle façon de vivre en société à laquelle nous devons nous habituer... Nous avons voulu en écrivant ces lignes, alimenter notre esprit critique, confirmer certaines intuitions, en abandonner d'autres... avec l'espoir de contribuer à nous donner des pistes de réflexion et de résistance pour lutter contre ce nouveau monde sans contact qu'on tente de nous imposer.

On assiste à une véritable réingénierie des comportements sociaux : imposition du télétravail dans plusieurs domaines, délation des voisins, peur de la contagion, peur des quartiers pauvres, peur d'une accolade, isolement social et acceptation de la surveillance de masse. Ces modifications accélérées des comportements concordent avec des tendances déjà fortes provoquées entre autres par l'usage des téléphones intelligents et des réseaux sociaux et le développement exponentiel des technologies qui



canadien et québécois. L'État assure le lien entre les universitaires et les entrepreneurs et absorbe une part du risque financier, en stimulant les investissements privés ».

Soi-disant Montréal est en effet devenue un des plus importants pôles du développement de l'IA dans le monde :

« En 1993, Yoshia Bengio a fondé l'Institut québécois d'intelligence artificielle, aujourd'hui l'Institut des algorithmes d'apprentissage de Montréal (MILA), qui rassemble des chercheurs de l'Université de Montréal et de l'Université McGill. Aujourd'hui, cet organisme compte 300



notamment mais aussi physiques : l'absence d'exposition aux autres et l'utilisation à outrance du gel antiseptique affaiblit notre système immunitaire, retardant artificiellement les pics de contagion, tandis que l'absence d'activité physique rend nos corps plus vulnérables à toutes sortes de maladies et affaiblit particulièrement les personnes âgées.

Néanmoins, le caractère volontaire ou répressif des mesures implantées pour faire respecter le confinement varie d'un endroit à l'autre sur la planète. Dans de nombreux pays du Sud global, les États ont opté massivement pour des mesures répressives. En Colombie par exemple, les personnes qui enfreignent le décret sur l'isolement social, peuvent encourir une peine de prison allant de 4 à 8 ans.²⁷ Les mesures incluent selon les villes, le couvre-feu, l'interdiction de sortir sauf pour l'accès aux services de santé, la gestion des déplacements par catégorie de population, les contrôles d'identité lors de l'entrée dans un établissement et finalement, alternance entre jours pairs et impairs selon le numéro d'identité, afin d'avoir le droit de sortir pour acheter des denrées alimentaires, s'approvisionner ou aller dans une banque. Ces mesures étant impossibles à respecter pour des millions de gens qui gagnent chaque jour les maigres revenus qui leur permettent ou non de se nourrir et de se loger, la mairie de Bogota a opté pour carrément « fermer » certains quartiers et militariser les rues. Dans certaines provinces canadiennes comme au Nouveau Brunswick, les personnes revenant de l'étranger sont non seulement assignées à domicile, mais elles reçoivent une visite quotidienne de la GRC pour s'assurer qu'elles respectent le confinement. À Hong Kong, les personnes qui reviennent de l'étranger doivent porter un bracelet électronique durant leur période de quarantaine et celui-ci est connecté à leur téléphone intelligent : si le bracelet et le cellulaire viennent à être séparés, un message d'alarme est envoyé aux autorités et le contrevenant risque, selon les cas, une amende ou même la prison.²⁸

Récemment au soi-disant Canada, sous le prétexte de la pandémie, l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) tente d'introduire des bracelets de cheville pour localiser par GPS des migrant.e.s, en les « offrant » à plusieurs détenu.e.s comme un prix à payer pour leur liberté.²⁹ À travers son nouveau programme de « solutions de rechange à la détention »³⁰, l'ASFC sous-traite le contrôle des migrant.e.s à des tierces parties telles que la John Howard Society, qui supervisent au soi-disant Québec des programmes punitifs de « gestion des cas » s'apparentant à des programmes de libération conditionnelle, parfois en combinaison avec des stratégies de traçage GPS et de reconnaissance vocale.

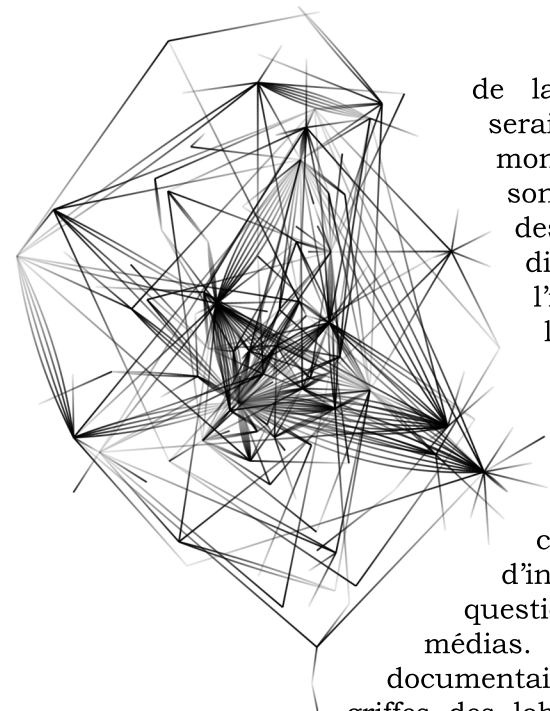
Cela n'est pas sans rappeler le projet d'identification numérique développé par Accenture et Microsoft, sous le nom de « ID2020 », qui a été lancé lors du sommet des Nations Unies à New York en juin 2017. Il s'agit de développer un vaste réseau de documentation numérique pour les réfugié.es, par la création d'une base de données biométriques globale.³¹ Toutes les données publiques et commerciales qui existent sur un individu y seraient inscrites et chaque service reçu inscrit au dossier.³² Comme le dit le site officiel du projet,³³ les systèmes d'identification existants, incluant les passeports, sont jugés obsolètes et ce projet vise à les remplacer. Des organismes de soutien aux personnes réfugiées et sans-papiers ont dénoncé que l'obtention de l'aide humanitaire est conditionnelle à l'acceptation de ce fichage dans certains camps de réfugiés des Nations Unies.³⁴

Au soi-disant Québec, le gouvernement travaille sur un projet visant à fournir à la population une identité numérique : il espère être en mesure d'attribuer des identités numériques dès l'automne 2021 et que l'ensemble du « portefeuille de services numériques » soit complété d'ici 2025. Nos données personnelles seront cryptées dans ses serveurs infonuagiques et pour nous identifier, on utilisera notre nouvelle identité numérique accompagnée soit de nos données biométriques soit d'un mot de passe complexe (au choix), à partir de notre téléphone intelligent.³⁵

visant à prévenir les cancers, notamment en interdisant la vente et l'épandage de pesticides sur nos aliments par l'industrie agro-alimentaire, alors que certains d'entre eux comme le glyphosate ont finalement été reconnus comme probablement cancérigènes par l'OMS.⁹⁹ Dans tous les cas, si les grands médias nous faisaient un décompte quotidien du nombre de morts liés au cancer, il y a fort à parier que la peur engendrée par un tel décompte générerait une pression sociale suffisante pour forcer les gouvernements à faire face au lobby des entreprises. La mainmise du privé sur le secteur de l'agriculture, de l'alimentation et de la santé, fait en sorte que les populations sont à la merci de multinationales telles que Monsanto, ironiquement rachetée par la pharmaceutique Bayer.¹⁰⁰

Les États continuent cependant d'offrir toutes les garanties et incitatifs possibles au secteur privé. Un exemple flagrant de cela est l'annonce du ministre de l'Économie, Pierre Fitzgibbon, le 21 août dernier, affirmant que le gouvernement souhaite attirer les pharmaceutiques au soi-disant Québec en leur donnant accès aux données de la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ). « On a l'intelligence artificielle, on a la médecine spécialisée [...] on a les données de la RAMQ, et les données de la RAMQ, c'est une mine d'or », a-t-il déclaré. [...] Le jour où on peut se rendre confortables de donner accès à nos données de santé aux compagnies pharma[ceutiques] qui vont venir dans les hôpitaux universitaires qui sont très performants, et on a Mila à côté qui fait l'algorithme ou Imagia, c'est winner ! », a-t-il poursuivi.¹⁰¹

D'ailleurs, en mars 2019, l'IRIS publiait une recherche¹⁰² sur l'IA, annonçant que le gouvernement du Québec veut faire de l'intelligence artificielle (IA) une composante importante de l'économie québécoise, dont Montréal serait le pôle central. « Cette industrie est vue comme un pilier de la croissance économique mondiale par l'OCDE notamment. En mai 2020, l'IRIS émettait l'hypothèse « qu'en se posant comme un modèle à suivre, [l'État] renforce la confiance des investisseurs pour les produits d'IA développés en territoire



de la Banque mondiale⁹³, elle serait le 91e plus riche du monde. Une grande partie de son capital est générée grâce à des investissements discutables, notamment dans l'industrie pétrolière.⁹⁴ Avec le récent retrait des États-Unis du financement de l'OMS, elle devient le plus important bailleur de fonds de cette institution internationale.⁹⁵ Pourtant, cette apparence de conflit d'intérêt n'a pas été questionnée dans les grands médias. Déjà en 2016, un documentaire intitulé, « l'OMS dans les griffes des lobbyistes ? »⁹⁶ dénonçait le manque d'indépendance de l'institution par rapport à ses bailleurs de fonds privés.

L'ampleur des investissements et des mesures déployées par les gouvernements pour lutter contre la COVID-19 est spectaculaire, si on met en perspective le nombre de morts liés à celle-ci, relativement au nombre de morts causés annuellement par d'autres maladies du notamment à la contamination environnementale, comme par exemple le cancer. En date du 24 août 2020, la COVID-19 avait provoqué près de 807 000 morts à l'échelle planétaire.⁹⁷ Selon les dernières données du Centre international de recherche sur le cancer de l'OMS, il y a eu 9,6 millions de décès en raison de cancers en 2018 sur la planète.⁹⁸ Il est évident qu'un des enjeux liés à la COVID-19 est son potentiel de propagation rapide, son taux de mortalité plus élevé que la grippe saisonnière et le risque de débordement des unités de soins intensifs des hôpitaux qui en découle et que cela justifie de prendre des mesures temporaires pour « aplanir la courbe ». Mais il n'en reste pas moins qu'il est légitime de se demander pourquoi nos gouvernements ne sont pas si pressés de mettre en place des politiques sérieuses

Vers un nouvel ordre social ?

L'urgence et le climat de peur servent à forcer le consensus et à fabriquer le consentement de la population aux diverses mesures mises de l'avant pour nous sortir de la crise sanitaire. Nous acceptons jours après jours la mise en place de mesures de contrôle social qui, il y a à peine quelques mois, auraient été impensables. Le traitement médiatique de la pandémie n'est pas étranger à l'acceptation sociale des changements drastiques qui nous sont imposés.

Bien que ces mesures s'appliquent dans le contexte de la pandémie, il y a fort à parier que plusieurs d'entre elles sont là pour rester, tel que nous met en garde le Guardian à ce sujet.³⁶ Les États tendent à rendre permanentes les lois spéciales et autres mesures d'exceptions introduites en temps de crise. Nous n'avons qu'à penser aux lois anti-terroristes ayant été votées un peu partout sur la planète après le 11 septembre 2001, donnant des pouvoirs accrus aux forces de l'ordre et à l'État en matière de contrôle et de surveillance ; l'ensemble de ces pouvoirs sont toujours en place.

Les enjeux entourant l'avancée des technologies de surveillance vont bien au-delà du respect de la vie privée et des questions sanitaires ; leur mise en place « teste la température de l'eau » afin de jeter les bases pour générer l'adhésion de la population au déploiement accéléré du capitalisme de surveillance. Comme nous le verrons, ce dernier est basé non seulement sur la cueillette et le contrôle des données des individus, mais surtout sur l'ingénierie sociale, c'est-à-dire le façonnement des comportements individuels et sociaux.

La crise du coronavirus et la mise en œuvre du capitalisme de surveillance

Afin de pouvoir analyser la situation générée par la crise globale liée à la pandémie de la COVID-19, il est nécessaire de prendre un pas de recul pour se pencher sur les

conditions préexistantes à cette crise. **Où en est le développement de l'économie capitaliste à l'heure du numérique et du marché du Big Data, alors que les avancements de la robotique, de la biotechnologie et de la neuroscience se marient à celle de l'intelligence artificielle ?**

Pour analyser la situation actuelle, il est nécessaire de se demander ce que la crise permet d'accélérer : c'est-à-dire le déploiement du capitalisme de surveillance et de la « quatrième révolution industrielle ».³⁷ Il ne s'agit que d'aller faire un tour sur le site du Forum économique mondial pour prendre toute la mesure de ce qui se trame pour informatiser nos vies jusque dans leurs moindres recoins³⁸ :

« La crise de la COVID-19 nous démontre que les technologies émergentes telles que l'Internet des objets et l'intelligence artificielle ne sont pas seulement des outils, ils sont essentiels au fonctionnement de notre société et de notre économie. Particulièrement, en ces temps d'instabilité, nous devons les penser en termes d'infrastructure critique ». ³⁹

Tout comme cela s'est produit par le passé avec les numéros de téléphone, aujourd'hui les adresses IP, différentes pour chaque dispositif connecté à un réseau, ne sont plus suffisantes ; on doit donc passer d'un système IPv4 à 9 chiffres à un système IPv6 à 17 caractères. Avec ce nouveau système, nous allons progressivement passer de 4.3 milliards d'adresse IP disponibles actuellement, à un potentiel de 340 undécillion ou sextillion⁴⁰, bref un nombre presque infini de dispositifs qui peuvent être connectés. Déjà en 2017, le Forum économique mondial affirmait « qu'entre 50 et 100 milliards d'objets seront connectés en 2020 ». ⁴¹ Ces chiffres augmentent de façon exponentielle au rythme de l'installation du réseau 5G, un système internet tout neuf, qui rendra peu à peu obsolètes les ordinateurs et cellulaires que nous utilisons aujourd'hui. Le réseau 5G permet de capter les ondes millimétriques, qui augmenteront considérablement la rapidité de l'internet et le

puisqu'elle produit à la fois les équipements de protection, les tests de dépistage, les médicaments et les vaccins. La production des tests de dépistage est non seulement contrôlée par le privé - qui les vend aux États à des prix exorbitants alors qu'ils sont très peu coûteux à produire - mais en plus, elle est entourée par le secret industriel et commercial, ce qui empêche le public d'y voir clair. Les « réactifs », ces composants chimiques des kits de dépistage qui attestent de la présence du virus, sont des molécules dont on ne connaît ni d'où elles viennent, ni à quoi elles servent, ni combien elles coûtent vraiment.⁹⁰ De plus, il semble que différentes qualités de tests circulent : en Colombie par exemple, les résultats des tests prennent plus de 10 jours et donnent fréquemment des résultats erronés à cause de leur mauvaise qualité. Étant donné que nous sommes dans une situation exceptionnelle, pourquoi ne pas lever tout brevet sur ces découvertes scientifiques alors qu'on nous martèle qu'elles sont si précieuses pour la santé et la vie de milliards d'êtres humains ?

Cela ne fait pas exception dans la recherche de solutions et la course aux médicaments et aux vaccins pour lutter contre la COVID-19. Les États s'en remettent à « Big Pharma » et à la prétendue générosité de fondations telles que la Fondation Bill & Melinda Gates. Fondée par l'un des hommes les plus riches du monde, elle est impliquée depuis de nombreuses années avec l'industrie du vaccin sous couvert d'aide humanitaire en matière de santé aux populations des pays les plus pauvres. Bill Gates a annoncé récemment que sa fondation allait dépenser des milliards pour travailler avec sept fabricants potentiels d'un vaccin afin de financer leur production.⁹¹ La puissante Fondation Bill & Melinda Gates est l'acteur non étatique le plus puissant de la planète, d'une valeur de 45 milliards de dollars⁹² un montant supérieur au produit intérieur brut (PIB) de la Côte d'Ivoire, de la Jordanie ou encore de l'Islande. Si la Fondation Gates était un État, selon les données

Dans le secteur pharmaceutique, une panoplie de laboratoires ont flairé la bonne affaire. À la mi-mars, alors que les Bourses s'effondraient, l'action de Gilead grimpait de 20% après l'annonce des essais cliniques du Remdesivir contre la COVID-19, celle d'Inovio Pharmaceuticals gonflait de 200 %, à la suite de l'annonce d'un vaccin expérimental, celle d'Alpha Pro Tech, fabricant de masques de protection, bondissait de 232 % et l'action de Co-Diagnostics montait de plus de 1 370 % grâce à son kit de diagnostic moléculaire du SRAS- CoV-2.⁸⁵

Ainsi, alors que les systèmes publics de santé de nombreux pays étaient sur le bord de l'hécatombe, faisant face à une pénurie de masques de protection, de respirateurs artificiels et de tests de dépistage, les grandes pharmaceutiques avaient déjà commencé à s'enrichir. La pandémie a révélé les conséquences d'années de coupes budgétaires des gouvernements et de politiques favorisant la privatisation graduelle de nos systèmes publics de santé, au profit d'une vision mettant de l'avant la rentabilité économique de la santé.

La question du port du masque est emblématique pour mettre en lumière comment les intérêts économiques pèsent plus lourd que les questions sanitaires quand vient le temps de déterminer les politiques publiques. Un peu partout, on assiste depuis mars à une valse allant d'interdire l'achat de masques afin de s'assurer de leur accessibilité dans les services de santé,⁸⁶ à rendre son port obligatoire sous peine d'amende ou même de prison ; or, il apparaît que ces politiques varient selon la disponibilité des stocks à écouler sur les marchés.⁸⁷ Même l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), a tardé jusqu'en juin avant de faire une recommandation claire en faveur du port du masque généralisé.⁸⁸ Et bien qu'un prétendu consensus scientifique semble maintenant se dégager pour recommander de le rendre obligatoire, de nombreux scientifiques continuent à mettre en doute son utilité.⁸⁹

Force est de constater la place très stratégique que joue l'industrie pharmaceutique dans nos systèmes de santé,

nombre d'objets qui peuvent y être connecté. Disons en résumé que télécharger un film de 2h prendra moins de 10 secondes et qu'une vidéo pourra apparaître en 3D⁴².

Toutefois, la mise en place du réseau 5G à l'échelle mondiale se fera graduellement et pourrait prendre encore un certain temps parce qu'il est compliqué à installer : pour ce faire il faut changer les antennes actuelles, et installer un peu partout, ville par ville, des milliards de tours et de petits boîtiers, qui permettent à ces ondes courtes d'être accessibles partout pour rendre l'internet presque immédiat. Au soi-disant Canada, Bell, Rogers et Telus ont introduit les réseaux de cinquième génération dans plusieurs grandes villes, et quelques modèles de téléphones intelligents compatibles avec la 5G sont maintenant offerts en magasin. Mais le signal risque d'être faible ou instable pour quelque temps encore en raison du nombre insuffisant de tours de transmission et il faudra encore plusieurs années avant de comprendre le réel potentiel de la 5G.⁴³

Les entreprises de cybersécurité s'inquiètent, puisque cette multiplication exponentielle du nombre de connections augmente énormément les risques de piratage et la vulnérabilité des systèmes, entre autres. Il y a aussi tout un mouvement qui dénonce les impacts inconnus sur la santé de ces nouvelles ondes. Alors que l'OMS affirme que les impacts sur la santé des ondes en général et en particulier de celles du 5G sont insignifiants,⁴⁴ la Suisse a tout de même décidé de mettre en place une commission fédérale sur le sujet.⁴⁵ Si l'opposition au 5G est présentée comme farfelue dans les médias, la répression contre le mouvement anti-5G ne se fait pas attendre : on associe à des adeptes de théories du complot les personnes qui sont accusées de destruction de tours ou d'antennes en Europe⁴⁶ et au soi-disant Québec,⁴⁷ et elles font face à des accusations de terrorisme.

L'Internet des objets

L'Internet des objets, dont le déploiement complet ne sera possible que lorsque le réseau 5G sera pleinement en place,

se base sur l'idée que tous les objets qui nous entourent et que nous utilisons au quotidien soient connectés⁴⁸ : nos montres, nos lunettes, notre brosse à dents, notre miroir, notre mp3, nos boîtiers de pilules, notre frigo, notre voiture, tous nos électroménagers, jusqu'aux maisons intelligentes en entier, munies de senseurs et de caméras pour nous aider à surveiller nos enfants (sic)... Bref, que tout soit connecté, pour qu'en rentrant chez nous, notre maison nous parle, mette de la musique, ouvre la porte, allume la lumière, nous rappelle qu'il est l'heure de prendre notre médicament, nous propose une recette en fonction de ce qu'il y a dans le frigo, programme le four pour réchauffer le souper et qui sait nous prépare un drink (!), pendant que nous lui demandons, la météo du lendemain, les résultats du hockey, l'histoire de l'indépendance des États-Unis ou une recette de biscuits, comme avec Ok Google actuellement sur notre Android. Cela suppose que chacun des objets soient connectés à Internet, avec leur propre adresse IP. Les programmes d'assistants intelligents comme Alexa ou Google Home, sont un premier pas dans cette direction et visent à nous habituer à cohabiter avec l'intelligence artificielle (IA)⁴⁹. Car bien que l'IA nous semble encore un concept abstrait qui ne verra le jour que dans un avenir lointain, elle sera déployée massivement au cours des dix prochaines années, avec notamment le concept des villes intelligentes⁵⁰, qu'on nous vend comme étant écoresponsables...⁵¹ Et bien que plusieurs d'entre nous croient que cela ne les affectera pas puisqu'ils ne sont pas intéressés à s'acheter des objets connectés, il ne faudrait pas oublier que d'une part, ces objets seront faits pour être si pratiques que plusieurs succomberont à la tentation comme nous l'avons tout fait avec les téléphones intelligents et que d'autre part, viendra un temps où l'industrie ne produira que ce type d'objets, rendant obsolètes ceux que nous utilisons présentement.

La quatrième révolution industrielle, qui consiste à « relier les systèmes physiques, biologiques et digitaux » est donc bel et bien en marche.⁵² Le Centre pour la quatrième révolution industrielle⁵³, mis en place par le Forum

appelé le « Stay home index » pour répertorier les entreprises qui s'en sortent le mieux en ces temps de pandémie. Environ 30 grandes compagnies y sont cotées, dont Amazon, eBay, Alibaba, Netflix, Facebook, Zoom et Slack.⁸³ Mais en plus des entreprises de l'économie numérique qui sont en tête du palmarès, d'autres secteurs économiques ont aussi profité de la crise de la COVID-19 et continueront de le faire, notamment dans les secteurs de l'agro-alimentaire, du pharmaceutique, des équipements médicaux, des produits d'hygiène, ainsi que de la grande distribution. On peut penser entre autres à Walmart et Costco, à Ontex, l'un des leaders mondiaux de produits d'hygiène, ou à Johnson&Johnson et Novartis qui travaillent sur le développement d'un vaccin, pour ne nommer que ceux-là.⁸⁴ Alors que les plus grandes chaînes sont restées ouvertes durant toute la période du confinement, les petits commerces de détail ont dû fermer leurs portes pour des raisons sanitaires. Pourtant, l'achalandage dans les commerces de proximité est moindre en comparaison aux grandes surfaces où convergent des centaines de personnes par jour.



l'objectif est d'arriver à contrôler une partie importante de l'infrastructure économique mondiale. En plus du e-commerce, Amazon est l'acteur numéro un sur la planète dans le secteur de l'infonuagique et des centres de données, alors que l'entreprise contrôle plus de 120 centres de données un peu partout sur la planète. Alors que de nombreux gouvernements et un nombre infini de compagnies stockent déjà ou prévoient stocker leurs données dans les serveurs d'Amazon, cela donne à l'entreprise un contrôle énorme sur l'industrie des données. Mais la prétention d'Amazon s'étend encore bien au-delà : ce que Jeff Bezos cherche à accomplir, c'est que son entreprise devienne un maillon clé dans la chaîne de production et de distribution du commerce international en devenant l'interface entre tous les grands acheteurs et vendeurs, par l'élargissement de son contrôle sur le secteur de la logistique et de l'envoi de colis. Il veut en quelque sorte posséder l'infrastructure et le réseau de distribution le plus grand de la planète.⁷⁷ De plus, Amazon a déjà commencé à mettre en place des projets pilotes de magasins sans employés. Comme si cela n'était pas assez, Amazon vient de recevoir la bénédiction des autorités américaines pour son projet Kuiper⁷⁸, visant à déployer une constellation de 3236 satellites en orbite basse afin de fournir de l'internet haute vitesse au plus grand nombre de personnes possible. Le lancement commercial du service est prévu pour juillet 2029. Ce projet semble être une réponse directe au projet Starlink de SpaceX qui compte déjà 480 satellites en orbite et qui prévoit en mettre au total 42 000.⁷⁹

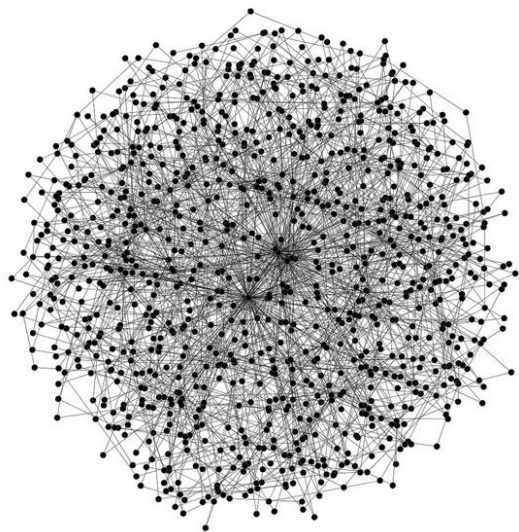
Ainsi, Amazon est sans conteste le grand gagnant parmi les entreprises s'étant le plus enrichies au cours de la pandémie, ses ventes ayant augmentées de 26%⁸⁰, alors que les dénonciations des syndicats sur le non-respect des consignes sanitaires pour protéger les travailleurs.euses dans ses entrepôts fusaient de toutes parts.⁸¹ Mais les autres géants de la Silicon Valley ne sont pas en reste : à la fin du premier trimestre de 2020, tous ont affiché un chiffre d'affaires en hausse : Google +13%, Facebook +18%, Microsoft +15%, et Apple +1%.⁸² D'ailleurs, la société d'investissement MKM Partners a créé un nouvel indice

économique mondial et basé à San Francisco, se définit comme un « réseau pour la gouvernance technologique mondiale »,⁵⁴ dont la mission est de « maximiser les bénéfices de la science et des technologies pour la société, en partenariat avec des gouvernements, des entreprises privées et des experts ».⁵⁵

Le confinement planétaire généré par la pandémie, tout comme les mesures de distanciation sociale qui demeurent suite au « déconfinement », nous ont propulsé.e.s dans cette nouvelle ère de connexion extrême à nos écrans et aux technologies. En fait, la situation issue de la pandémie a permis la mise en œuvre de deux processus simultanés ; d'une part nous sommes appelé.e.s à réduire, voire à mettre fin, à la majorité de nos contacts humains et de nos relations interpersonnelles en personne et d'autre part, nous sommes forcé.es d'augmenter notre utilisation d'internet et nos contacts avec le monde numérique. Et dans ce processus, nous augmentons notre dépendance aux technologies ; les écrans deviennent le mode quasi exclusif d'accès au monde ; le commerce en ligne explose, y compris pour l'achat de notre nourriture et nous voyons émerger toutes ces plates-formes pour les services de santé en ligne, l'éducation à distance et le télétravail, pour ne nommer que ceux-là. Déjà nous commençons à nous habituer à recevoir nos services de santé en ligne et le télétravail est louangé comme étant l'avenir du travail, notamment parce qu'il est prétendument plus écologique. Pourtant, bien que l'aire du numérique évite d'imprimer autant de papier, sont apportés à la réduction des dommages environnementaux s'arrête là, puisque le visionnement de vidéos en ligne, les téléchargements incessants et les vidéoconférences impliquent des milliers de serveurs, qui dans leur majorité carburent au charbon aux États-Unis.⁵⁶ La navigation sur internet contamine autant que l'industrie aérienne et les chiffres devraient aller en augmentant ; la virtualisation de nos rapports apporte donc peu ou pas à la réduction de notre consommation d'énergie.⁵⁷

Ce pas de géant du numérique sur l'économie, l'organisation de la société et la vie sociale, profite

directement à des géants du web tels qu'Amazon, Facebook, Google et Microsoft. Ces derniers, aujourd'hui beaucoup plus puissants que les États, sont au cœur du développement du capitalisme numérique ; leur modèle d'affaire qui dépend du Big Data, est basé non seulement sur la surveillance des comportements en ligne des individus pour la collecte des données, mais aussi comme nous le verrons, sur la modification des comportements humains et sociaux dans cette nouvelle normalité où nous sommes et serons de plus en plus connecté.e.s.



Le monde selon Google

Google révélait il y a quelques mois, les données de déplacement de millions d'êtres humains vivant dans 131 pays, afin de démontrer l'impact du confinement sur la mobilité et les comportements, révélant au monde le potentiel extraordinaire de surveillance, rendu possible grâce aux téléphones intelligents, aux technologies de géolocalisation et à des applications telles que Google maps. Peu de temps après, Google et Apple annonçaient qu'ils feraient front commun pour développer une application de traçage à grande échelle, pour « aider » à ralentir la propagation du virus...

Qui s'enrichit et profite de la crise ?

Alors que la pandémie semble générer une reconfiguration des forces au sein du capitalisme global, les hommes les plus riches de la planète en profitent. Entre le 18 mars et le 19 mai 2020, la fortune globale des 600 milliardaires américains a augmenté de 434 milliards en dollars US et les patrons des multinationales de la Silicon Valley sont ceux qui en ont le plus profité. Les mesures de confinement de la population et la fermeture des commerces ont fait bondir les achats en ligne et le besoin de rester connecté.e.s via les réseaux sociaux, ce qui a fait grimper en flèche la valeur des titres des GAFAM (Google, Amazon, Facebook, Apple et Microsoft) et des entreprises de haute technologie en général.⁷⁴ Entre mars et mai, la fortune de Jeff Bezos - fondateur et patron d'Amazon - a augmenté de plus de 30%, un bond équivalent à 24 milliards de dollars depuis le début de l'année 2020, soit quatre fois plus que l'augmentation habituelle de sa fortune, si on compare les chiffres des gains depuis 2017.⁷⁵ Durant la même période, la fortune de Mark Zuckerberg, patron de Facebook, a bondi de plus de 46% pour s'élever à \$54,7 milliards. En toile de fond, les titres d'Amazon et de Facebook ont atteint dans la semaine du 22 mai leur plus haut niveau historique. Pendant ce temps, 39 millions d'Américain.e.s et plus de 3 millions de Canadien.ne.s ont perdu leur emploi à cause de la pandémie, alors que des millions de personnes dans les pays du Sud global ont été encore davantage acculées à la misère, ne pouvant même plus sortir de chez elles pour gagner leur pain quotidien ou perdant carrément leur logis à cause de la crise.

Les GAFAM sont contrôlées par des hommes dont les ambitions ont de quoi donner des frissons dans le dos. Attardons-nous un instant à Amazon et à son patron Jeff Bezos, l'homme le plus riche de la planète, dont la fortune s'élève à 113 milliards en dollars américains, suivi de près par Bill Gates avec une fortune de 98 milliards.⁷⁶ La plupart des gens voient Amazon comme une simple entreprise de commerce en ligne, mais il s'agit d'une perception erronée car ce n'est que la pointe de l'iceberg de l'empire dont

croissance perpétuelle pour fonctionner ; périodiquement celle-ci stagne et il faut donc faire disparaître des capitaux pour mieux redémarrer. Les crises financières, les guerres et les catastrophes, dont les pandémies, sont idéales pour remettre les compteurs à zéro, éliminer les petits, faire grandir les gros, puis repartir. Le Forum économique mondial en est bien conscient, puisqu'il fait la promotion active de l'idée que la pandémie offre une fenêtre d'opportunité pour effectuer ce qu'il appelle *The Great Reset*, qui jetterait les nouvelles bases du capitalisme mondial. La crise actuelle permet également de mettre à jour les cadres légaux et les comportements sociaux et de réécrire les règles du jeu de la « nouvelle normalité » qui s'installe. Les nouvelles règles que laissent entrevoir cette crise n'ont rien d'enviables ; elles nous font graduellement glisser vers un monde dans lequel notre réalité concrète, celle qui ne passe pas par un écran, entre de plus en plus en contradiction directe avec cette réalité qui de clic en clic alimente l'indifférence, l'éphémère et la distance sociale.

Le concept qui est développé par les géants des technologies est de créer un « hive mind » ou « esprit de ruche », c'est à dire une sorte de savoir universel issu de la mise en commun de l'ensemble de nos données personnelles, qui en fait selon eux, ne devraient pas être considérées comme étant du domaine privé mais bien comme appartenant à l'humanité et aux futures générations (sic)... Cette idée est assez explicite dans la vidéo interne de Google, *The Selfish ledger*, qui a été rendue publique suite à une fuite. Réalisée en 2016, il y est discuté comment les données de masse peuvent être utilisées pour diriger le comportement humain, tant à l'échelle individuelle que globale.⁷³ Ultimement, nous aurions l'impression de poursuivre des buts communs (déterminés par Google!), avec l'IA nous dictant la voie à suivre... En étant en permanence connecté.e.s à autrui et à une sorte de savoir universel par le biais d'Internet, cela ferait en sorte que nous ne ressentions plus le besoin d'être en contact dans le monde réel.

Les plans de Google ne sont ni secrets, ni nouveaux, mais la pandémie lui permet d'avancer plus rapidement que prévu dans sa réorganisation du monde. Google profite de la situation pour agrandir entre autres son portfolio d'informations médicales ; une de ces dernières grandes acquisitions est le projet *Ascension*, conclu en novembre 2019.⁵⁸ Depuis 2006, Google Santé⁵⁹ tente d'obtenir volontairement nos données de santé, et fait la promotion de l'usage de l'IA dans le secteur de la santé. C'est actuellement un des principaux investissements de cet empire et son objectif est de développer des outils qui permettent de diagnostiquer, de prévenir et surtout de prévoir les maladies. La capacité de prévision est d'ailleurs au cœur du développement de l'intelligence artificielle : à partir des données extirpées de nos habitudes de vie et des émotions que nous exprimons (nos achats, nos déplacements, nos commentaires en ligne, etc.), Google veut être capable, à l'aide des algorithmes, de prévoir autant les maladies que nous développerons que nos prochains comportements. L'idée est que l'intelligence artificielle arrive à mieux nous connaître, que nous nous connaissons nous-mêmes, afin d'être en mesure de nous influencer. On parle en fait d'ingénierie et de déterminisme social, ce qui est pour le moins inquiétant.

Depuis 2013, Google investit massivement dans un projet de recherche en santé, qui utilise les informations de ses usager.ère.s afin de trouver une solution au problème du vieillissement et de la mortalité, rien de moins ! Un des directeurs de Google, Ray Kurzweil, promet qu'en 2029, on parlera d'immortalité.⁶⁰ En attendant, on nous dit qu'on pourra faire exister nos proches décédé.es physiquement via l'intelligence artificielle.⁶¹ Ce sont des milliards qui ne sont pas investis dans la santé de tou.te.s, mais plutôt dans le design du futur. Google utilise les données des utilisateur.trices pour ces recherches qui pourraient paraître farfelues, mais qui font partie d'un plan consciemment élaboré pour le monde de demain.

Il y a tellement de données qui se vendent et s'achètent sur le marché du Big Data que l'extractivisme des données⁶² (qui consiste à extraire les données des utilisateur.trices afin de consolider des bases de données cotées en bourses) est le secteur qui connaît actuellement la plus forte croissance dans les bourses du monde.⁶³

Selon les prévisions du cabinet Gartner « 90% des données existantes aujourd'hui ont été créées au cours des deux dernières années et la production de ces données devrait exploser de 800% d'ici 5 ans ». ⁶⁴ Les données proviennent de partout : des messages que nous envoyons, des vidéos que nous publions, des informations climatiques, des signaux GPS, des achats avec carte de crédit ou encore des transactions en ligne. Les sites de rencontre, symbole des relations de notre temps, sont les meilleurs fournisseurs de données personnelles. Nous avons donc des ombres virtuelles qui en savent plus sur nos goûts, nos envies, nos sentiments et nos pensées que nous-mêmes, et pire encore des machines qui les analysent pour nous donner accès à la réalité digitale qui nous convient, selon Facebook ou Google. Chaque service « gratuit » que nous utilisons en ligne en acceptant d'interminables politiques d'utilisation sont donc des contrats par lesquels nous donnons des informations sur nous, en plus de celles recueillies à notre insu par les caméras, les cartes de débit qui remplacent l'argent comptant et autres gadgets. Ces informations sont ensuite compilées et analysées à l'aide de l'intelligence artificielle, puis vendues :

« En collectant massivement des informations sur leurs utilisateurs, elles formulent, à l'aide de l'intelligence artificielle, des prédictions hautement monnayables sur leurs comportements. Le « capitalisme de surveillance » est en somme une forme d'extractivisme, la matière première étant les données personnelles des citoyens »⁶⁵, résume Aurelie Lanctot au Devoir.

L'affaire Cambridge Analytica⁶⁶ et le scandale de l'utilisation des données pour la manipulation des résultats

électoraux, incluant la création de tendances sociales et de mouvements sociaux de toutes pièces⁶⁷ aurait pu ralentir le processus, mais il a seulement rendu les dirigeant.e.s plus prudent.e.s.⁶⁸

Comme le souligne Naomi Klein dans son article le Screen New deal⁶⁹, les plans de développement des villes intelligentes, basés sur la surveillance et l'interconnectivité des données, affrontaient avant la pandémie de nombreuses réticences à cause de l'ampleur des changements proposés. La pandémie semble avoir fait disparaître ces réticences, agissant comme un choc qui permet de rendre acceptable que nos maisons deviennent notre bureau, notre gym, notre école et même notre prison si l'État le décide. Mais l'économie numérique condamne les plus pauvres de la planète à travailler dans des conditions abjectes, afin de rendre possible ce développement technologique, que l'on parle des travailleurs.euses des mines de lithium pour la fabrication des téléphones intelligents et des voitures électriques, ou de ceux et celles des entrepôts d'Amazon et autres sweatshop.⁷⁰

Que l'on parle de Google, maintenant appelé Alphabet depuis sa restructuration en 2015, de Facebook, du nouveau venu Zoom⁷¹ ou des autres géants du Big Data, le problème central demeure le rôle de la technologie dans nos vies et les décisions systématiquement prises en fonction du dictat de l'économie, comme par exemple l'obsolescence programmée de nos ordinateurs, de nos téléphones et des produits de consommation en général, qu'il est plus simple de jeter et d'envoyer dans des méga-décharges informatiques du Sud-Est asiatique⁷² que de réparer.

Pour en revenir à la pandémie qui accélère et actualise les changements en cours, c'est le genre de crise dont avait grandement besoin le capitalisme. Les crises du capitalisme opèrent toutes selon la même dynamique ; elles liquident des pans entiers de l'économie et permettent de la restructurer avant d'entrer dans une nouvelle phase de croissance et d'accumulation de capitaux, qui concentre chaque fois plus la richesse. Le capitalisme a besoin de